



RCS : BREST  
Code greffe : 2901

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

## REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de BREST atteste l'exactitude des informations transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 1991 B 40042  
Numéro SIREN : 380 886 010  
Nom ou dénomination : CASTEL PARTICIPATIONS

Ce dépôt a été enregistré le 21/01/2015 sous le numéro de dépôt 275

# RECEPISSE DE DEPOT

Duplicata  
GREFFE DU  
TRIBUNAL DE COMMERCE  
DE BREST

150, rue Ernest HEMINGWAY  
CS 61936 - 29219 BREST CEDEX 2  
TEL : 02 98 43 31 31

LES CONSEILS D'ENTREPRISES  
1 RUE ROSEMONDE GERARD  
KERGARDEC  
29850 GOUESNOU

V/REF : jl/mb  
N/REF : 91 B 40042 / 2015-A-275

Le Greffier du Tribunal de Commerce DE BREST certifie qu'il a reçu le 21/01/2015, les actes suivants :

Procès-verbal d'assemblée en date du 29/12/2014  
- Modification(s) statutaire(s)

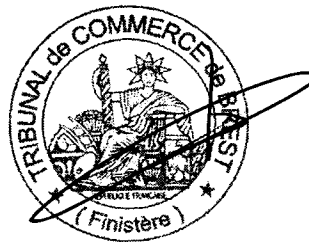
Statuts mis à jour

Concernant la société

CASTEL PARTICIPATIONS  
Société par actions simplifiée  
15 bis rue Koenig  
29660 Carantec

Le dépôt a été enregistré sous le numéro 2015-A-275 le 21/01/2015  
R.C.S. BREST 380 886 010 (91 B 40042)

Fait à BREST le 21/01/2015,  
LE GREFFIER



**CASTEL PARTICIPATIONS**  
Société par actions simplifiée  
au capital de 100.000 euros  
Siège social : 15bis, rue Koenig  
29660 CARANTEC  
380 886 010 RCS BREST

**PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE**  
**ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE**  
**DU 29 DECEMBRE 2014**

L'an deux mille quatorze et le vingt-neuf décembre, à dix-sept heures, les associés de la Société se sont réunis en assemblée générale mixte ordinaire et extraordinaire, au siège social, sur convocation du Président.

Il a été établi une feuille de présence qui a été émargée par chaque participant à l'assemblée en entrant en séance, tant en son nom personnel que comme mandataire.

Monsieur Bruno MADEC agissant en qualité de représentant légal de la Société CASTEL ASSOCIES, Présidente de la Société, préside la séance.

Monsieur Jean-René KERRIEN, Commissaire aux comptes, est absent et excusé.

La feuille de présence, certifiée sincère et véritable par le Président permet de constater que les associés présents et représentés possèdent 29.999 actions sur les 30.000 actions émises par la Société.

Le Président constate que les associés présents et représentés réunissant la majorité du capital, peut valablement délibérer.

Le Président met à la disposition des associés :

- un exemplaire de la convocation des associés ;
- la copie de la lettre de convocation adressée au Commissaire aux comptes avec l'avis de réception ;
- la feuille de présence à l'assemblée ;
- les pouvoirs des associés représentés par des mandataires ;
- le texte des résolutions proposées à l'assemblée.

Puis le Président déclare que tous les documents et renseignements prévus par les statuts, ont, conformément auxdits statuts, été communiqués aux associés 15 jours avant la réunion de l'assemblée.

L'assemblée lui donne acte de ces déclarations.

Le Président rappelle ensuite que l'assemblée est appelée à statuer sur l'ordre du jour suivant :

**ORDRE DU JOUR**

**De la compétence de l'assemblée générale ordinaire**

- *distribution exceptionnelle de réserves.*

mm



### De la compétence de l'assemblée générale extraordinaire

- modification de l'article 20 des statuts,
- modification de l'article 21 des statuts,
- pouvoirs à donner en vue des formalités.

Puis, le Président ouvre la discussion.

Personne ne demandant la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes inscrites à l'ordre du jour :

### De la compétence de l'assemblée générale ordinaire

#### PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide de distribuer, à titre exceptionnel, aux associés, la somme de trois cent mille (300.000) euros, soit 10 euros par action, prélevée en totalité sur le compte "Autres réserves".

Il est précisé que le montant des revenus distribués au titre de l'exercice clos le 31 mars 2014 éligibles à la réfaction de 40 % s'élève à 300.000 €, soit la totalité de la somme mise en distribution.

Le paiement de ladite somme sera effectué à compter de ce jour.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée par ~~2999~~ voix.

### De la compétence de l'assemblée générale extraordinaire

#### DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide d'ajouter un alinéa à l'article 20 des statuts en indiquant que la transformation de la société fait partie des décisions collectives. L'article 20 est ainsi rédigé de la manière suivante :

#### « Article 20 – Décisions collectives obligatoires

La collectivité des associés est seule compétente pour prendre les décisions suivantes :

- modification du capital social : augmentation, amortissement et réduction ;
- fusion, scission, apport partiel d'actifs ;
- dissolution ;
- nomination des commissaires aux comptes ;
- nomination et révocation du Président ;
- approbation des comptes annuels, affectation des résultats et approbation des conventions réglementées ;
- modification des statuts, sauf transfert du siège social ;
- **transformation de la société ;**

- nomination du Liquidateur et décisions relatives aux opérations de liquidation ;
- exclusion d'un associé et suspension de ses droits de vote ;
- autorisation des décisions du Président visées à l'article 15 des présents statuts. »

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée par ~~2999~~voix.

### **TROISIEME RESOLUTION**

L'Assemblée Générale décide de modifier le dernier alinéa de l'article 21 des statuts en stipulant que seule la transformation de la Société en société d'une autre forme ayant pour effet d'augmenter les engagements des associés doit être décidée à l'unanimité des associés. L'article 21 est ainsi rédigé de la manière suivante :

#### **« Article 21 – Règles de majorité**

Les décisions collectives des associés sont adoptées à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote, présents ou représentés.

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix au moins.

Par exception aux dispositions qui précèdent, les décisions collectives limitativement énumérées ci-après doivent être adoptées à l'unanimité des associés disposant du droit de vote :

- celles prévues par les dispositions légales ;
- les décisions ayant pour effet d'augmenter les engagements des associés ;
- la prorogation de la Société ;
- la dissolution de la Société ;
- la transformation de la Société en société d'une autre forme **ayant pour effet d'augmenter les engagements des associés.** »

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée par ~~2999~~voix.

### **QUATRIEME RESOLUTION**

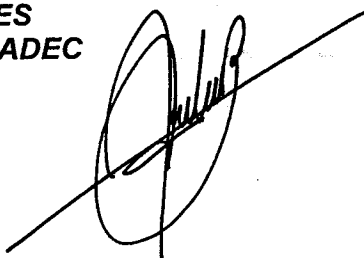
L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée par ~~2999~~voix.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par le Président.

**Le Président**  
**La Société CASTEL ASSOCIES**  
**Représentée par M. Bruno MADEC**



21 JAN. 2015

2015/1/1 275

# CASTEL PARTICIPATIONS

Société par actions simplifiée  
au capital de 100.000 euros  
Siège social : 15bis, rue Koenig  
29660 CARANTEC  
380 886 010 RCS BREST

---

**STATUTS  
MIS A JOUR  
LE 29/12/2014**

**COPIE CERTIFIEE CONFORME**

## **TITRE I**

### **FORME - DENOMINATION SOCIALE** **OBJET - SIEGE - DUREE**

#### **ARTICLE 1 - Forme**

La société a été créée par acte SSP en date à LANDIVISIAU du 3 janvier 1991.

Les statuts ont été mis en harmonie avec les dispositions de la loi L. n° 2001-420 du 15 mai 2001 relative à la réforme du droit des sociétés commerciales portant sur les nouvelles régulation économiques, par décision de l'assemblée générale extraordinaire du 28 septembre 2001.

Elle a été transformée en Société par Actions Simplifiée suivant décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires en date du 15 janvier 2003, statuant à l'unanimité.

La Société continue d'exister entre les propriétaires des actions existantes et de celles qui seraient créées ultérieurement.

Elle est régie par les dispositions légales applicables et par les présents statuts. Elle ne peut faire appel public à l'épargne sous sa forme actuelle de Société par actions simplifiée.

#### **ARTICLE 2 - Dénomination sociale**

La dénomination sociale de la Société est : "**CASTEL PARTICIPATIONS**".

Sur tous les actes et documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "Société par actions simplifiée" ou des initiales "S.A.S." et de l'énonciation du capital social.

#### **ARTICLE 3 - Siège social**

Le siège social est fixé à : **CARANTEC (29660) – 15bis, rue Koenig.**

Il peut être transféré par décision du Président qui est habilité à modifier les statuts en conséquence. Toutefois, la décision devra être ratifiée par la plus proche décision collective des associés.

#### **ARTICLE 4 - Objet**

La Société continue d'avoir pour objet, en France et dans tous pays :

- L'acquisition et la gestion de toutes valeurs mobilières, la prise de participation ou d'intérêts sous quelque forme que ce soit dans toutes sociétés et généralement toutes opérations quelconques se rapportant directement ou indirectement à l'objet social ;
- La construction et la gestion de tous immeubles industriels ;
- La prestation de services dans le domaine de l'administration, de l'organisation, de la gestion ou de l'informatique ;
- l'acquisition de tous terrains et immeubles bâtis, en vue de les exploiter, de les louer ou de les vendre ;
- toute activité de marchands de biens ;
- la division et l'appropriation de terrains et immeubles, ainsi que leur viabilité ;
- toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes,
- la participation de la société, par tous moyens, à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, commandite, souscription ou rachat de titres ou droits sociaux, fusion, alliance ou association en participation ou groupement d'intérêt économique ou de location gérance.

#### **ARTICLE 5 - Durée**

La durée de la société est fixée à 50 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée.

## TITRE II

### APPORTS - CAPITAL - FORME DES ACTIONS - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

#### ARTICLE 6 – Apports

Lors de la constitution, il n'a été procédé qu'à des apports en numéraire.

La somme de SOIXANTE DEUX MILLE SEPT CENT VINGT CINQ FRANCS (62.725 F), montant libéré des actions souscrites, a été déposée à un compte ouvert au nom de la société en formation, à la banque "BANQUE DE BRETAGNE", agence de LANDIVISIAU, et les versements des souscripteurs ont été constatés par un certificat de dépôt des fonds délivré par ladite banque, dès avant ce jour, sur présentation de la liste des actionnaires mentionnant les sommes versées par chacun d'eux.

Suivant acte SSP en date du 13 juin 1991 approuvé par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 29 juin 1991, il a été apporté 5.500 actions de la société "ETABLISSEMENTS CASTEL" évaluées à la somme de DEUX MILLIONS SEPT CENT CINQUANTE MILLE FRANCS (2.750.000 F). En contrepartie de cet apport, il a été attribué 27.500 actions de 100 francs chacune.

L'assemblée extraordinaire du 28 septembre 2001 a converti la valeur nominale des actions au nombre entier d'euros immédiatement inférieur, soit 15 euros et a procédé à une réduction du capital social d'un montant de 7.347,05 euros, pour le porter de 457.347,05 euros à 450.000 euros, et d'inscrire cette somme de 7.347,05 euros (soit 48.193,49 francs) à un compte spécial de réserves indisponibles.

Aux termes de l'assemblée générale extraordinaire en date du 9 mars 2010, il a été décidé de réduire le capital social d'un montant de 350.000 euros par voie de diminution de 11,67 euros de la valeur nominale de chacune des actions, qui passe de 15 euros à 3,33 euros.

#### Article 7 – Capital social

Le capital social est fixé à la somme de CENT MILLE euros (100.000 €). Il est divisé en 30.000 actions de 3,33 euros chacune, entièrement souscrites et réparties entre les associés en proportion de leurs droits.

#### ARTICLE 8 - Modification du capital social

1. Le capital ne peut être augmenté ou réduit que par une décision collective des associés statuant sur le rapport du Président.
2. Les associés peuvent déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, dans les conditions et délais prévus par la loi, l'augmentation ou la réduction du capital.

3. En cas d'augmentation du capital en numéraire, les associés ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital. Toutefois, les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription et la décision d'augmentation du capital peut supprimer ce droit préférentiel dans les conditions prévues par la loi.

4. Les actions nouvelles de numéraire doivent obligatoirement être libérées lors de la souscription de la fraction du nominal (ou du pair) prévue par la loi et, le cas échéant de la totalité de la prime d'émission.

### **ARTICLE 9 - Forme des actions**

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles sont inscrites en compte conformément à la réglementation en vigueur et aux usages applicables.

Tout associé peut demander à la Société la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

### **ARTICLE 10 - Droits et obligations attachés aux actions**

1. Toute action, donne droit dans les bénéfices et l'actif social, à une part nette proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente.

Pour y parvenir, il est fait masse, le cas échéant, de toutes exonérations fiscales comme de toutes taxations pouvant être prises en charge par la Société et auxquelles les répartitions au profit des actions pourraient donner lieu.

2. Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

3. Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société. Les copropriétaires indivis doivent se faire représenter auprès de la Société par l'un d'entre eux ou par un mandataire unique désigné en justice en cas de désaccord.

4. Le droit de vote attaché aux actions démembrées appartient au nu-propiétaire pour toutes les décisions collectives, sauf pour celles concernant l'affectation des bénéfices de l'exercice où il est réservé à l'usufruitier.

5. Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires de titres isolés ou en nombre inférieur à celui requis ne pourront exercer ce droit qu'à condition d'avoir fait leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions ou de titres nécessaires.

### TITRE III

## TRANSMISSION DES ACTIONS – MODIFICATIONS DANS LE CONTROLE D'UN ASSOCIE – EXCLUSION D' UN ASSOCIE

### ARTICLE 11 - Modalités de transmission des actions

Les actions de la société sont librement négociables. Leur transmission s'opère à l'égard de la société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire, sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est préalablement inscrit sur un registre coté et paraphé tenu chronologiquement dit "registre des mouvements".

La société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement et, au plus tard, dans les 30 jours qui suivent celle-ci.

L'ordre de mouvement, établi sur un formulaire fourni ou agréé par la société, est signé par le cédant ou son mandataire.

### ARTICLE 12 - Cession et transmission des actions

#### 1 - Transmission en vifs

a) Les cessions ou transmissions sous quelque forme que ce soit des actions appartenant à l'associé unique sont libres.

b) En cas de pluralité d'associés, seules les cessions d'actions entre associés sont libres. Toutes autres cessions au profit de tiers étrangers à la société ou au profit du conjoint, ascendants ou descendants d'un associé, sont soumises à agrément de la collectivité des associés statuant à la majorité des deux/tiers.

La demande d'agrément doit être notifiée par lettre recommandée avec avis de réception, adressée au président de la société et indiquant le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de cession, l'identification de l'acquéreur. Cette demande d'agrément est transmise par le président aux associés.

Le président dispose d'un délai de trois mois à compter de la réception de la demande d'agrément pour faire connaître au cédant la décision de la collectivité des associés. Cette notification est effectuée par lettre recommandée avec avis de réception. A défaut de réponse dans le délai ci-dessus, l'agrément sera réputé acquis.

En cas d'agrément, l'associé cédant peut réaliser librement la cession aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément. Le transfert des actions doit être réalisé au plus tard dans les trente jours de la décision d'agrément : à défaut de réalisation du transfert dans ce délai, l'agrément serait frappé de caducité.

En cas de refus d'agrément, la société est tenue dans un délai d'un mois à compter de la notification du refus d'agrément, d'acquérir ou de faire acquérir les actions de l'associé cédant par un ou plusieurs tiers agréés selon la procédure ci-dessus prévue.

Si le rachat des actions n'est pas réalisée du fait de la société dans ce délai d'un mois, l'agrément du ou des cessionnaires est réputé acquis.

En cas d'acquisition des actions par la société, celle-ci est tenue dans un délai de six mois à compter de l'acquisition de les céder ou de les annuler.

Le prix de rachat des actions par un tiers ou par la société est déterminé d'un commun accord entre les parties. A défaut d'accord, le prix sera déterminé à dire d'expert, dans les conditions de l'article 1843-4 du Code Civil.

## **2 - Transmission par décès**

En cas de décès de l'associé unique, la société continue de plein droit entre ses ayants-droit ou héritiers, et le cas échéant, son conjoint survivant.

En cas de décès d'un des associés, le conjoint et tout héritier devront être agréés à la majorité des deux/tiers. A défaut d'agrément, les actions doivent être rachetées dans les conditions prévues ci-dessus au paragraphe 1.

## **3 - Liquidation d'une communauté de biens entre époux**

En cas de liquidation de communauté par suite de divorce, séparation de corps, séparation judiciaire, changement de régime matrimonial, les actions dépendant de cette communauté ne peuvent être attribuées définitivement au conjoint de l'associé que si le conjoint est agréé à la majorité des associés représentant au moins les deux/tiers des actions. A défaut d'agrément, les actions ainsi attribuées doivent être rachetées dans les conditions prévues au paragraphe 1 ci-dessus, le conjoint associé bénéficiant toutefois d'une priorité de rachat pour assurer la conservation de la totalité des actions inscrites à son nom.

## **ARTICLE 13 - Modifications dans le contrôle d'un associé**

1. En cas de modification au sens de l'article L.233-3 du Code de Commerce du contrôle d'un associé, celui-ci doit en informer la Société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au Président dans un délai de 30 jours du changement de contrôle. Cette notification doit préciser la date du changement de contrôle et toutes informations sur le ou les nouveaux contrôleurs.

Si cette procédure n'est pas respectée, l'associé dont le contrôle est modifié pourra être exclu de la Société dans les conditions prévues à l'article 14.

2. Dans le délai de 30 jours à compter de la réception de la notification du changement de contrôle, la société peut mettre en oeuvre la procédure d'exclusion et de suspension des droits non pécuniaires de l'associé dont le contrôle a été modifié, telle que prévue à l'article 14. Si la société n'engage pas la procédure d'exclusion dans le délai ci-dessus, elle sera réputée avoir agréé le changement de contrôle.

3. Les dispositions ci-dessus s'appliquent à l'associé qui a acquis cette qualité à la suite d'une opération de fusion, de scission ou de dissolution.

## **Article 14 – Exclusion d'un associé**

### **Exclusion de plein droit**

Toute société associée qui ne remplirait plus les conditions exigées par la Loi pour être associée d'une Société par actions simplifiée en est exclue de plein droit.

L'exclusion de plein droit intervient également en cas de liquidation judiciaire ou amiable d'un associé.

### **Exclusion facultative**

#### **Cas d'exclusion**

L'exclusion d'un associé peut être également prononcée dans les cas suivants :

- violation des dispositions des présents statuts ;
- exercice direct ou indirect d'une activité concurrente de celle exercée par la Société ;
- condamnation pénale prononcée à l'encontre d'un associé.

#### **Modalités de la décision d'exclusion**

L'exclusion est prononcée par décision collective des associés statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote ; l'associé dont l'exclusion est susceptible d'être prononcée ne participe pas au vote et ses actions ne sont pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

Les associés sont consultés sur l'exclusion à l'initiative du Président ; si le Président est lui-même susceptible d'être exclu, les associés seront consultés à l'initiative de l'associé le plus diligent.

#### **Formalités de la décision d'exclusion**

La décision d'exclusion ne peut intervenir que sous réserve du respect des formalités suivantes :

- notification à l'associé concerné par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée 15 jours avant la date prévue pour la réunion de la collectivité des associés, de la mesure d'exclusion envisagée, des motifs de cette mesure et de la date de la réunion devant statuer sur l'exclusion ; cette notification devant également être adressée à tous les autres associés ;
- convocation de l'associé concerné à une réunion préalable des associés tenue au plus tard 30 jours avant la date prévue pour la consultation des associés sur la décision d'exclusion afin de lui permettre de présenter ses observations et de faire valoir ses arguments en défense par l'intermédiaire de son ou de ses représentants légaux.

### Prise d'effet de la décision d'exclusion

La décision d'exclusion, qui peut être prise tant en présence qu'en l'absence de l'associé concerné, prend effet à compter de son prononcé. Cette décision doit également statuer sur le rachat des actions de l'associé exclu et désigner le ou les acquéreurs de ces actions ; il est expressément convenu que la cession sera réalisée valablement sans application des clauses d'agrément prévues aux présents statuts.

La décision d'exclusion est notifiée à l'associé exclu par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à l'initiative du Président.

### Dispositions communes à l'exclusion de plein droit et à l'exclusion facultative

L'exclusion de plein droit et l'exclusion facultative entraînent dès le prononcé de la mesure la suspension des droits non pécuniaires attachés à la totalité des actions de l'associé exclu.

La totalité des actions de l'associé exclu doit être cédée dans les 30 jours de la décision d'exclusion à toute personne désignée comme il est prévu ci-dessus.

Le prix de rachat des actions de l'associé exclu est déterminé d'un commun accord ou à défaut, à dire d'expert dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil.

## TITRE IV

### ADMINISTRATION ET DIRECTION DE LA SOCIETE CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS COMMISSAIRES AUX COMPTES

#### ARTICLE 15 - Président de la Société

##### Désignation

La Société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou morale, associé ou non associé de la Société désigné par décision collective des associés.

Lorsque le Président est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique.

##### Durée des fonctions

Le Président est nommé sans limitation de durée.

## **Pouvoirs**

Le Président dirige la Société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi de tous les pouvoirs nécessaires pour agir en toute circonstance au nom de la Société, dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par les dispositions légales et les présents statuts aux décisions collectives des associés.

Toutefois à titre de règlement intérieur non opposable aux tiers, le Président ne pourra prendre les décisions suivantes qu'après autorisation préalable de la collectivité des associés :

- Acquisition ou cession de fonds de commerce ou d'élément de fonds de commerce ;
- Prise ou mise en location-gérance de fonds de commerce.

Le Président peut, sous sa responsabilité, consentir toutes délégations de pouvoirs à tout tiers pour un ou plusieurs objets déterminés.

## **ARTICLE 16 - Directeur Général**

### **Désignation**

Le Président peut donner mandat à une personne morale ou à une personne physique de l'assister en qualité de Directeur Général.

Lorsque le Directeur Général est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique.

Le Directeur Général personne physique peut bénéficier d'un contrat de travail au sein de la Société.

### **Durée des fonctions**

La durée des fonctions du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination sans que cette durée puisse excéder celle des fonctions du Président.

Toutefois, en cas de cessation des fonctions du Président, le Directeur Général reste en fonction, sauf décision contraire des associés, et jusqu'à la nomination du nouveau Président.

Le Directeur Général peut être révoqué à tout moment et sans qu'un juste motif soit nécessaire, par décision du Président. La révocation des fonctions de Directeur Général n'ouvre droit à aucune indemnité.

En outre, le Directeur Général est révoqué de plein droit dans les cas suivants :

- Dissolution, mise en redressement ou liquidation judiciaire ou interdiction de gestion du Directeur Général personne morale ;
- Exclusion du Directeur Général associé ;

- Interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Directeur Général personne physique.

### **Rémunération**

La rémunération du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination, sauf pour la rémunération qui résulte de son contrat de travail.

La fixation et la modification de la rémunération du Directeur Général constitue une convention réglementée soumise à la procédure prévue à l'article 17 des statuts.

### **Pouvoirs**

Sauf limitation fixée par la décision de nomination ou par une décision ultérieure, le Directeur Général dispose des mêmes pouvoirs de direction que le Président.

Le Directeur Général ne dispose pas du pouvoir de représenter la Société à l'égard des tiers, sauf en cas de délégation spéciale et écrite du Président.

Il est précisé que la Société est engagée même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, sauf si elle apporte la preuve que le tiers avait connaissance du dépassement de l'objet social ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne pouvant suffire à constituer cette preuve.

### **ARTICLE 17 - Conventions entre la Société et ses dirigeants**

Toute convention, autre que celles portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales, intervenant entre la Société et l'un des membres de ses organes de direction, directement ou par personne interposée, ou entre la Société et une autre société ou entreprise dans laquelle l'un des membres des organes de direction est titulaire d'un mandat social doit être portée à la connaissance des commissaires aux comptes dans le mois de sa conclusion.

Les commissaires aux comptes présentent aux associés un rapport sur la conclusion et l'exécution des conventions au cours de l'exercice écoulé. Les associés statuent sur ce rapport lors de la décision collective statuant sur les comptes de cet exercice.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

### **ARTICLE 18 - Commissaires aux comptes**

La collectivité des associés désigne, pour la durée, dans les conditions et avec la mission fixée par la loi, notamment en ce qui concerne le contrôle des comptes sociaux, un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants.

## **ARTICLE 19 - Représentation sociale**

Les délégués du Comité d'entreprise exercent les droits prévus par l'article L. 432-6 du Code du travail auprès du Président.

## **TITRE V**

### **DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES**

#### **ARTICLE 20 - Décisions collectives obligatoires**

La collectivité des associés est seule compétente pour prendre les décisions suivantes :

- modification du capital social : augmentation, amortissement et réduction ;
- fusion, scission, apport partiel d'actifs ;
- dissolution ;
- nomination des commissaires aux comptes ;
- nomination et révocation du Président ;
- approbation des comptes annuels, affectation des résultats et approbation des conventions réglementées ;
- modification des statuts, sauf transfert du siège social ;
- transformation de la société ;
- nomination du Liquidateur et décisions relatives aux opérations de liquidation ;
- exclusion d'un associé et suspension de ses droits de vote ;
- autorisation des décisions du Président visées à l'article 15 des présents statuts.

#### **ARTICLE 21 - Règles de majorité**

Les décisions collectives des associés sont adoptées à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote, présents ou représentés.

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix au moins.

Par exception aux dispositions qui précèdent, les décisions collectives limitativement énumérées ci-après doivent être adoptées à l'unanimité des associés disposant du droit de vote :

- celles prévues par les dispositions légales ;
- les décisions ayant pour effet d'augmenter les engagements des associés ;
- la prorogation de la Société ;
- la dissolution de la Société ;
- la transformation de la Société en société d'une autre forme ayant pour effet d'augmenter les engagements des associés.

## **ARTICLE 22 - Modalités des décisions collectives**

Les décisions collectives sont prises sur convocation ou à l'initiative du Président ou de tout associé.

Elles résultent de la réunion d'une assemblée ou d'un procès-verbal signé par tous les associés.

Pendant la période de liquidation de la Société, les décisions collectives sont prises sur convocation ou à l'initiative du Liquidateur.

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède. Il doit justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.

## **ARTICLE 23 - Assemblées**

Les associés se réunissent en assemblée sur convocation du Président au siège social ou en tout autre lieu mentionné dans la convocation.

Toutefois, l'assemblée peut se réunir sans délai si tous les associés y consentent.

L'assemblée est présidée par le Président ou, en son absence par un associé désigné par l'assemblée.

Les associés peuvent se faire représenter aux délibérations de l'assemblée par un autre associé ou par un tiers. Les pouvoirs peuvent être donnés par tous moyens écrits et notamment par télécopie.

Le Président de séance établit un procès-verbal des délibérations devant contenir les mentions prévues à l'article 24 ci-après.

## **ARTICLE 24 - Procès-verbaux des décisions collectives**

Les décisions collectives prises en assemblée doivent être constatées par écrit dans des procès-verbaux établis sur un registre spécial ou sur des feuilles mobiles numérotées. Les procès-verbaux sont signés par le Président de l'assemblée et par les associés présents.

Les procès-verbaux doivent indiquer la date et le lieu de la réunion, les nom, prénoms et qualité du Président de séance, l'identité des associés présents et représentés, les documents et informations communiqués préalablement aux associés, un résumé des débats, ainsi que le texte des résolutions mises aux voix et pour chaque résolution le sens du vote de chaque associé.

En cas de décision collective résultant du consentement unanime de tous les associés exprimé dans un acte, cet acte doit mentionner les documents et informations communiqués préalablement aux associés. Il est signé par tous les associés et retranscrit sur le registre spécial ou sur les feuilles mobiles numérotées visés ci-dessus.

## **ARTICLE 25 - Information préalable des associés**

Quel que soit le mode de consultation, toute décision des associés doit avoir fait l'objet d'une information préalable comprenant tous les documents et informations permettant aux associés de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions soumises à leur approbation.

Lorsque les décisions collectives doivent être prises en application de la loi sur le ou les rapports du Président et/ou des commissaires aux comptes, le ou les rapports doivent être communiqués aux associés 15 jours avant la date d'établissement du procès-verbal de la décision des associés.

Les associés peuvent à toute époque mais sous réserve de ne pas entraver la bonne marche de la Société, consulter au siège social, et, le cas échéant prendre copie, pour les trois derniers exercices, des registres sociaux, de l'inventaire et des comptes annuels, du tableau des résultats des cinq derniers exercices, des comptes consolidés, s'il y a lieu, des rapports de gestion du Président et des rapports des commissaires au comptes.

S'agissant de la décision collective statuant sur les comptes annuels, les associés peuvent obtenir communication aux frais de la Société des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés du dernier exercice.

## **TITRE VI**

### **EXERCICE SOCIAL - COMPTES ANNUELS** **AFFECTATION DES RESULTATS**

#### **ARTICLE 26 - Exercice social**

L'exercice social commence le 1er avril et se termine le 31 mars de chaque année.

#### **ARTICLE 27 - Etablissement et approbation des comptes annuels**

Le Président établit les comptes annuels de l'exercice.

Dans les six mois de la clôture de l'exercice, les associés doivent statuer par décision collective sur les comptes annuels, au vu du rapport de gestion et des rapports du ou des commissaires aux comptes.

Lorsque des comptes consolidés sont établis, ils sont présentés avec le rapport de gestion du groupe et les rapports des commissaires aux comptes, lors de cette décision collective.

## **ARTICLE 28 - Affectation et répartition des résultats**

1. Toute action en l'absence de catégorie d'actions ou toute action d'une même catégorie dans le cas contraire, donne droit à une part nette proportionnelle à la quote-part du capital qu'elle représente, dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social, au cours de l'existence de la Société comme en cas de liquidation. Chaque action supporte les pertes sociales dans les mêmes proportions.

2. Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, les associés décident sa distribution, en totalité ou en partie, ou son affectation à un ou plusieurs postes de réserves dont ils règlent l'affectation et l'emploi.

3. La décision collective des associés peut décider la mise en distribution de toute somme prélevée sur le report à nouveau bénéficiaire ou sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels ces prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

La décision collective des associés ou, à défaut, le Président, fixe les modalités de paiement des dividendes.

## **TITRE VII**

### **DISSOLUTION- LIQUIDATION DE LA SOCIETE**

#### **ARTICLE 29 - Dissolution - Liquidation de la Société**

La Société est dissoute dans les cas prévus par la loi ou en cas de dissolution anticipée décidée par décision collective des associés.

La décision collective des associés qui constate ou décide la dissolution nomme un ou plusieurs liquidateurs.

Le Liquidateur, ou chacun d'eux s'ils sont plusieurs, représente la Société. Il dispose des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers sociaux et à répartir le solde disponible entre les associés. Les associés peuvent autoriser le Liquidateur à continuer les affaires sociales en cours et à en engager de nouvelles pour les seuls besoins de la liquidation.

Le produit net de la liquidation, après apurement du passif, est employé au remboursement intégral du capital libéré et non amorti des actions .

Le surplus, s'il en existe, est réparti entre les associés proportionnellement au nombre d'actions de chacun d'eux.

Les pertes, s'il en existe, sont supportées par les associés jusqu'à concurrence du montant de leurs apports.

## **TITRE VIII** **CONTESTATIONS**

### **ARTICLE 30 - Contestations**

Toutes les contestations qui peuvent s'élever pendant le cours de la société ou de sa liquidation, soit entre associés et la société, soit entre associés eux-mêmes, concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, sont soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

***Statuts adoptés par décision unanime des associés réunis en assemblée générale extraordinaire le 15 janvier 2003.***

***Statuts modifiés par décision unanime des associés réunis en assemblée générale extraordinaire le 9 mars 2010.***

***Statuts modifiés par décision unanime des associés réunis en assemblée générale extraordinaire le 30 janvier 2014.***

***Statuts modifiés par décision unanime des associés réunis en assemblée générale extraordinaire le 2 avril 2014.***

***Statuts modifiés par décision unanime des associés réunis en assemblée générale mixte ordinaire et extraordinaire le 29 décembre 2014.***



LES CONSEILS  
D'ENTREPRISES  
Société d'avocats

Droit des sociétés  
Droit fiscal Droit social Contentieux  
Procédures civiles et commerciales

REÇU LE

21 JAN. 2015

GREFFE TRIB. COM. BREST

TRIBUNAL DE COMMERCE  
GREFFE  
150, rue Ernest Hemingway  
C.S. : 61936

29219 BREST CEDEX 2

BREST, le 19 janvier 2015

BREST KERGARDEC  
Tél : 02 98 02 38 26

Avocats  
Anne JACOB-HAMON  
Filibert BOSSIS  
Pierre DUGUÉ  
Yves LARHER  
Jacques LEON  
Bénédicte MOMOT  
Aurélie DUIGOU  
Vincent HAMEAU  
Mélania CAHOURS

JL/MB

DOSSIER :  
CASTEL PARTICIPATIONS

Cher Maître,

Associés  
Sophie LE GOFF  
Cécile LARHER  
Claire PERIGAULT

Je vous prie de bien vouloir trouver sous ce pli, aux fins de dépôt :

- 1 exemplaire du procès-verbal de l'assemblée générale mixte ordinaire et extraordinaire du 29 décembre 2014 ;
- 1 copie certifiée conforme des statuts mis à jour le 29 décembre 2014.

QUIMPER  
Tél : 02 98 90 04 35

Avocats  
Georges FLOCHLAY  
Jean-Yves SIMON  
Valérie TALLEC  
Hervé-Ronan JOURDREN  
Thierry ARTÇANUTHURRY  
James BRENTOT  
Jean-Louis BAYARD  
Sandrine DANIEL  
Maud MULOT  
Sandrine MARTINEZ-BRENTOT  
Sophie MARCHAND  
Sébastien ROCABOY  
Michèle LE BERRE  
Xavier BLOYET  
Céline KAMINSKI  
Christophe CHAMPENOIS  
Amaud LASSERRE

Je vous remercie de bien vouloir me faire parvenir le récépissé de dépôt relatif à ce dossier et vous prie d'agréer, Cher Maître, l'expression de mes salutations distinguées.

Jacques LEON  
Avocat Associé  
[jleon@lce-avocats.com](mailto:jleon@lce-avocats.com)

1 rue Rosemonde Gérard  
Kergaradec - BP 90096  
29802 Brest Cedex 9  
Tél.: 02 98 02 38 26  
Fax : 02 98 42 25 91  
[www.lce-avocats.com](http://www.lce-avocats.com)  
Barreau de Brest

SELARL au capital de 400 000 €  
RCS Brest 300 824 232